** Association pour la prévention de la torture  
Soutien financier aux initiatives de prévention de la torture et des mauvais traitements**

**FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION**

***Veuillez limiter votre demande via ce formulaire à 8 pages, y compris tout plan d'action annexé.***

*A. Informations sur le demandeur*

|  |  |
| --- | --- |
| Organisation / entité qui fait la demande :  - Nom de l'organisation  - Adresse physique  - Site web (le cas échéant) |  |
| Personne de contact :  - Nom  - Titre du poste  - Tél  - Courriel |  |
| Chef de l'organisation :  - Nom  - Titre du poste  - Tél  - Courriel |  |
| Date de création de l'organisation ou de l'entité |  |
| Pays dans lequel l'organisation / l'entité opère |  |
| Brève description de la mission, de l'objectif principal ou du travail de l'organisation ou de l'entité (50 mots maximum) |  |
| Brève description des activités passées ou en cours liées à la prévention de la torture et des mauvais traitements, et principales réalisations (100 mots maximum) |  |

*B. Informations sur l'activité proposée*

|  |  |
| --- | --- |
| Domaine d'activité auquel se rapporte votre proposition  (Veuillez cocher la case correspondante et surligner ou entourer le(s) pays concerné(s). N'ajoutez pas d'autres activités ou pays que ceux mentionnés). | **Accroître et renforcer le contrôle de la privation de liberté :**   * Promotion de la ratification du  protocole facultatif à la convention contre la torture (OPCAT)    + Éthiopie, Gambie, Kenya, Timor Leste, Thaïlande, Vanuatu * Promotion de la création de mécanismes nationaux ou locaux de prévention conformément à l'OPCAT    + Bénin, Brésil, Liberia, Philippines * Évaluation des audiences de contrôle de la détention par les juges    + Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, Panama, Paraguay, Uruguay * Évaluation des audiences de garde à vue par les juges - Philippines   **Promouvoir les garanties juridiques et procédurales pour les personnes privées de liberté :**   * Étude nationale de référence sur l'accès aux garanties (droit à un avocat, droit d'informer un tiers, droit d'accès aux soins médicaux, droit d'être traduit rapidement devant un tribunal)    + Afrique du Sud, Brésil, Chili, Gabon, Malaisie, Madagascar, Maurice, Mongolie, Sénégal, Thaïlande, Togo, Uruguay * Promotion de réformes législatives visant à permettre ou à renforcer la criminalisation de la torture    + Malaisie, Uruguay |
| Brève description de l'activité pour laquelle un financement est demandé et des méthodes de travail (350 mots maximum)  Si l'activité que vous proposez concerne une étude de référence, veuillez expliquer comment vous garantirez une approche intersectionnelle et participative (voir le document d'orientation). |  |
| Résultat attendu du projet / de l'activité |  |
| Durée pour laquelle le financement est demandé |  |
| Veuillez indiquer votre expérience dans la conduite d'activités similaires à celles décrites dans la présente proposition (150 mots maximum). |  |
| Veuillez indiquer les principaux risques et défis qui, selon vous, sont susceptibles de se produire au cours de l'activité et qui pourraient avoir un impact négatif sur le projet (150 mots maximum). |  |
| Veuillez indiquer si vous avez déjà demandé ou reçu un financement d'autres donateurs pour cette activité. Dans l'affirmative, veuillez indiquer le nom des donateurs, le montant demandé et le statut des demandes ou financements. |  |
| Veuillez indiquer si vous avez reçu une ou plusieurs autres subventions depuis le 1er juin 2023 de la part d'un autre membre du consortium « Uni-e-s contre la torture » (FIACAT, IRCT, Redress, OMEGA, OMCT) ou de l'UE. Si oui, indiquez le montant, la période et l'organisation. |  |
| Toute information supplémentaire que vous souhaitez soumettre (150 mots maximum) |  |